

Association canadienne pour la promotion des services de garde à l'enfance

BULLETIN

323, RUE CHAPEL · OTTAWA, ON K1N 7Z2
Téléphone : 613-594-3196 · Télécopieur: 613-594-9375
ccaac@istar.ca · www.childcareadvocacy.ca

**AUTOMNE
2003**

Mot de la présidente

C'est le temps comme jamais de mettre de la pression en faveur des services de garde au Canada. Le dossier a vraiment progressé au cours de la dernière année et il faut miser sur ces avancées dans l'expectative d'élections fédérales au printemps. L'accès à des services de garde abordables, de bonne qualité et financés par l'état doit se retrouver parmi les enjeux importants de la campagne électorale.

Des campagnes électorales provinciales récentes l'on démontré : certains politiciens se préoccupent bien davantage d'assurances automobiles que d'enfants. Et il semble bien clair qu'on ne peut rien prendre pour acquis – des victoires prises à l'arraché peuvent nous être soutirées à n'importe quel moment. C'est ainsi que nous surveillons avec anxiété la situation au Québec pour voir ce que le gouvernement Charest fera du programme de services de garde à cinq dollars par jour.

Notre nouveau projet *Comprendre et résoudre la crise des services de garde à l'enfance : des avenues de progrès* nous permettra de poursuivre nos efforts militants (reportez-vous à l'article sur ce sujet). Il stimulera la discussion autour des choix possibles pour faire progresser le dossier des services de garde, il renforcera l'action militante dans toutes les parties du pays et il nous permettra de faire connaître notre position en matière de services de garde.

Nous continuerons aussi à travailler autour de l'Entente multilatérale sur l'apprentissage des jeunes enfants et les services de garde à la petite enfance. Nous revendiquerons plus d'argent ainsi que l'instauration de mécanismes de reddition de comptes de façon à ce que les fonds fédéraux soient affectés directement à l'amélioration des services de garde réglementés dans chaque province et territoire.

Ce numéro de Bulletin comporte également des nouvelles au sujet de notre projet *Voix de parents*. Quoique le financement de ce projet tire à sa fin, nous espérons pouvoir continuer à soutenir le réseau de parents. Les parents sont d'extraordinaires militants. *Voix de parents* a été un stimulant remarquable pour tous et toutes.

Au revoir et bienvenue

À notre assemblée générale de juin, nous avons fait nos adieux à **Rita Chudnovsky**, présidente fondatrice du Conseil des défenseurs des services de garde. Son leadership a été remarquable, merveilleux, fantastique – elle nous manquera énormément! Sa contribution à l'ACPSGE a été extraordinaire et de multiples façons. Rita nous a soutenus dans des moments bien difficiles. Nous lui souhaitons tout ce qu'il y a de mieux et nous continuerons à lutter avec elle dans le but d'obtenir un système de services de garde à l'enfance subventionné par l'État.

C'est avec plaisir que nous accueillons **Jamie Kass** comme coprésidente du Conseil des défenseurs des services de garde et représentante du mouvement syndical au conseil d'administration de l'ACPSGE. Jamie a 25 ans d'expérience au chapitre de la syndicalisation des travailleuses en garderie, de la négociation de convention collective et de l'action militante en faveur d'un système universel de services de garde à l'enfance.

Nous sommes également très heureuses d'accueillir deux nouveaux membres au conseil d'administration, soit Lynell Anderson comme représentante de la Colombie-Britannique et Kismet Lowrie comme représentante du Yukon.

Notre équipe est fantastique! Et nous comptons bien l'agrandir et la renforcer en nous joignant à d'autres militantes de toutes les régions du pays pour dire aux politiciens que le temps est venu d'instaurer un système de services éducatifs et de garde à l'enfance subventionné par l'État.

Christine McLean
Présidente

Les activités de l'ACPSGE sont rendues possibles grâce au financement de Condition féminine Canada (Programme de promotion de la femme) et de Développement des ressources humaines Canada.

Les voix des parents sont plus fortes que jamais

Absolument génial. Encourageant. Inspirant et mobilisant. Ce sont les termes employés par les parents pour décrire leur participation au projet *Voix de parents* et leur engagement en faveur de services de garde accessibles, de bonne qualité et abordables.

« Avant mon implication dans *Voix de parents*, je ne suis pas certaine que j'aurais su définir comme il convient un bon service de garde », de soutenir Sheri Hincks, parent et présidente du conseil d'administration de la garderie de l'Université de Guelph.

Depuis son implication dans *Voix de parents*, Sheri a écrit des lettres à l'éditeur, elle a fait du lobby auprès des politiciens et a déployé des efforts pour faire en sorte que la question des services de garde de bonne qualité occupe une place dans la campagne électorale en Ontario. *Voix de parents* a produit un mémoire-type pour les consultations prébudgétaires fédérales. Sheri s'en est vite emparé pour produire un mémoire préliminaire. Elle l'a fait circuler et a en a déposé une version finale, appuyée par les 90 parents et les employées de sa garderie. Son histoire est typique de celle des autres parents qui s'impliquent dans le projet.

Jody Dallaire, porte-parole de *Parents pour la qualité des services de garde* à Moncton, N.-B., soutient que *Voix de parents* est responsable des avancées dans son coin de pays.

« Une chance que *Voix de parents* est là », dit-elle. « On a sensibilisé l'opinion publique et politique durant la campagne électorale provinciale. La veille budgétaire nous a fait connaître des médias et on a pu établir toutes sortes de contacts avec eux. Maintenant, ils nous appellent périodiquement pour recueillir nos commentaires touchant aux services de garde ».

Au Manitoba, Donna Riddell s'est impliquée parce qu'elle « s'est rendue compte à quel point il était important et possible d'apporter des changements sur l'échiquier global ».

À Terre-Neuve et Labrador, Clare Bessell a soutenu que c'était grâce à *Voix de parents* qu'elle avait acquis « une vue d'ensemble de la situation et compris comment s'y prendre pour faire bouger les choses dans la province ». Elle a diffusé de l'information à d'autres parents et créé des liens avec eux. Elle a aussi milité en faveur des services de garde durant la campagne électorale provinciale.

En Colombie-Britannique, Sharon Gregson affirme que « le projet a permis aux parents d'être mieux informés à propos des services de garde, plus sensibilisés à ce qui s'y passe, ce qui pourrait s'y passer et ce qui devrait s'y passer, et à mieux comprendre les besoins et les droits des familles ».

Aux dires de Mary-Anne Bedard, représentante sortante de *Voix de parents* au conseil d'administration de l'ACPSGE : « *Voix de parents* a été un véhicule extraordinaire pour les parents, un moyen d'affiner leur message et de sentir la force qui se dégage de la solidarité ».

Outils pour changer les choses

Les parents savaient ce qu'ils voulaient du projet, selon Dianne Goldberg, consultante pour *Voix de parents*. « Ils nous ont dit que nous pourrions les aider en produisant des outils et de l'information pour soutenir leur action militante ».

La page Web de *Voix de parents*, hébergée dans le site Web de l'ACPSGE, est devenue l'endroit par excellence où se procurer toutes sortes d'outils et de ressources. Les parents se sont inscrits afin de

recevoir de l'information sur les enjeux, les activités et les campagnes en matière de services de garde et sur les outils pour les soutenir dans leurs revendications.

Dianne se réjouit de voir que le projet a permis de créer un solide réseau de parents. « Pour l'instant,

nous sommes à la recherche de moyens qui nous permettront d'assurer aux membres du réseau virtuel de rester en lien les uns avec les autres et de recruter d'autres parents pour militer en faveur des services de garde ».

Voix de parents : établir le bien fondé des services de garde à l'enfance est un projet financé par le Programme de partenariats et de développement social du ministère du Développement des ressources humaines du Canada

Joignez-vous à nous!

Le moment est venu de renouveler votre adhésion à l'ACPSGE. Si vous n'êtes pas membre, pensez à le devenir. Remplissez le formulaire ci-joint ou utilisez le formulaire électronique (www.childcareadvocacy.ca).

Nos membres peuvent également s'inscrire pour recevoir nos communiqués et notre revue de presse sur les services de garde. Dites-nous si vous êtes intéressés. Faites parvenir votre nom et votre adresse électronique à info@childcareadvocacy.ca

www.childcareadvocacy.ca

Si vous n'avez pas visité notre site Web dernièrement, faites vite! Nous y avons apporté beaucoup de changements (consultez notre page d'accueil pour les détails) et une mise à jour est effectuée à chaque semaine pour vous tenir au courant des nouvelles de dernière heure.

CONSEIL DES DÉFENSEURS DES SERVICES DE GARDE

Coprésidentes

Christine McLean
*Terre-Neuve et
Labrador*

Jamie Kass
*Mouvement
syndical*

PERSONNEL

Maryann Bird
Directrice générale

CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'ACPSGE

Kismet Lowrie
Yukon

Debra Mayer
Manitoba

Lynell Anderson
Colombie-Britannique

Cheryl DeGras
Ontario

Corine Ferguson
Alberta

Margie Vigneault
Nouvelle-Écosse

Sue Delanoy
Saskatchewan

Christine McLean
*Terre-Neuve et
Labrador*

Faire en sorte que ça se concrétise

Comprendre et résoudre la crise des services de garde à l'enfance : des avenues pour progresser

Le temps est venu pour les militantes et militants de toutes les régions du pays de se réunir et d'élaborer ensemble une stratégie pour la garde d'enfants au Canada. C'est le propos du document de réflexion préparé par l'ACPSGE et intitulé *Comprendre et résoudre la crise des services de garde à l'enfance: des avenues pour progresser*. L'occasion nous est offerte à toutes et à tous de façonner collectivement une stratégie qui permettra à chaque enfant au Canada d'avoir accès à des services de garde de bonne qualité et financés par l'État. **Il est impossible de réaliser cet objectif sans vous, alors il faut vous impliquer.**

Le document *Des avenues pour progresser* examine huit leçons politiques, tirées des rapports de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) sur les services éducatifs et de garde à l'enfance (SÉGE)*. Ces leçons politiques portent sur des choses comme l'universalité des SÉGE, le partenariat d'égal à égal avec le système d'éducation, la formation et les conditions de travail adéquates du personnel des services de garde et l'approche participative à l'amélioration et à l'assurance de la qualité. Le document de réflexion décrit des choix possibles de politiques en matière de SÉGE et il pose des questions pour contrer l'absence de politiques et identifier des priorités.

Au cours de la prochaine année, ce document de réflexion orientera nos consultations sur les services de garde dans l'ensemble du pays :

- Nous consulterons des groupes à l'échelle régionale
- Pour réagir individuellement, vous pourrez passer par notre site Web www.childcareadvocacy.ca. Le document de réflexion sera affiché ainsi qu'un formulaire de rétroaction électronique.
- Le document sera largement diffusé par la poste et lors de colloques, d'ateliers et d'activités diverses.

* L'OCDE parle de l'éducation et de l'accueil de jeunes enfants (ÉAJE)

Nous voulons trouver des réponses réalistes à de grandes questions comme : Quel pourrait être le contenu d'une politique-cadre pancanadienne? Comment faire pour promouvoir la qualité, l'inclusion et le respect de la diversité? Quels seront les coûts? Comment assurer la reddition de comptes? Comment faire pour respecter les particularités régionales tout en assurant l'égalité d'accès à chaque enfant? Les réponses à ces questions et à d'autres seront le fondement d'un texte décrivant une stratégie intégrée en matière de services de garde. Notre but est ambitieux : élaborer un plan sur dix à quinze ans aboutissant sur la création d'un système de services éducatifs et de garde à l'enfance, un système qui permettra à tous les enfants d'avoir un bon départ dans la vie, sans égard à la situation professionnelle ou socio-économique de leurs parents, et qui aidera les parents, notamment les mères, à concilier leur travail et leurs responsabilités familiales.

Nous voulons produire une feuille de route pratique pour gagner l'appui du public et susciter des actions gouvernementales requises depuis longtemps. À travailler ensemble, nous pourrions élaborer un plan d'action solide et démontrer aux gouvernements qu'il est possible de réussir.

ÉCHÉANCIERS

Notre objectif est d'avoir en main le document stratégique final au printemps 2004. Les consultations régionales se tiendront à partir de décembre 2003 et vos commentaires devront nous parvenir au plus tard en mars 2004.

Pour de plus amples renseignements, veuillez téléphoner au (613)594-3196 ou envoyer un courriel à : info@childcareadvocacy.ca

Le projet Comprendre et résoudre la crise des services de garde à l'enfance: des avenues pour progresser est financé par Condition féminine Canada.
